

Déclarations de ministres

intérêt des propositions de M. Gorbatchev. Si j'estime que les propositions doivent être faites et les pourparlers avoir lieu à la table des négociations, j'ai cru qu'il valait la peine de lancer l'idée en public pour les bonnes raisons que j'ai mentionnées. L'idée que l'escalade nucléaire serait chose du passé à la fin du siècle suscite certainement de l'espoir.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a rappelé les six points énumérés par le premier ministre (M. Mulroney) en octobre dernier. Je voudrais en signaler deux qui me paraissent être un domaine où le gouvernement pourrait prendre des mesures qui seraient plus qu'un symbole. Ces mesures témoigneraient aussi de nos convictions. Je parlerai du quatrième point, à savoir que le Canada est en faveur d'un traité sur l'interdiction globale des essais. Le gouvernement précédent partageait cet avis. En août dernier, le ministre et nous tous avons appris que l'Union soviétique avait décrété un moratoire de cinq mois sur les essais nucléaires. L'autre jour, M. Gorbatchev a proposé de prolonger ce moratoire de trois mois. Il s'agit d'un moratoire unilatéral.

D'après ce que j'ai pu apprendre auprès d'eux, les Américains ont terminé certains essais et le nombre n'a pas augmenté au cours de la première partie de 1985. Si le Canada est vraiment en faveur d'une interdiction globale, je ne m'explique pas pourquoi le ministre ne s'est pas félicité aujourd'hui de la proposition soviétique relativement au prolongement de trois mois. Car nous nous en réjouissons. Nous souhaitons que les États-Unis et d'autres pays, dont la France, en fassent autant. Ne pourrions-nous pas admettre publiquement que Moscou a fait une proposition louable dont devraient s'inspirer les États-Unis et la France? Il n'y a pas d'autre moyen d'en arriver à une interdiction générale des essais nucléaires le plus tôt possible. Je suis bien déçu que le gouvernement fasse comme son prédécesseur en disant aux Canadiens qu'il approuve ce geste sans parler des initiatives déjà prises. Je suis déçu de voir le gouvernement s'abstenir de se prononcer sur une telle proposition alors que, publiquement et privé, il exhorte le gouvernement américain à en faire autant. Il faudrait évidemment insister aussi auprès de la France jusqu'à ce qu'elle mette un terme à ses essais.

Quant à la cinquième recommandation, nos démarches visent à empêcher la course aux armements dans l'espace. Je doute encore que le gouvernement tienne vraiment à prévenir la militarisation de l'espace et la course aux armements spatiaux. En effet, le ministre a déclaré que notre position sur la guerre de l'espace reposait sur la nécessité de nous conformer strictement aux conditions établies dans le Traité sur les missiles anti-balistiques. On ne peut pas vraiment dire actuellement que les Américains et les Soviétiques, mais à un degré moindre, fassent la distinction entre recherche, essais et développement dans le domaine des armements nucléaires. Il arrive parfois que le président Reagan inclue tout dans la recherche, sauf le déploiement de tels armements. On a entendu l'autre jour, dans une annonce faite par le Pentagone à Washington, les Américains qualifier de démonstration l'essai d'un ajout optique aéroporté. Nous vivons dans un drôle de monde lorsqu'un essai devient une démonstration. Les Américains parlent

d'ajout pour éviter d'utiliser le mot «composant». Or, il s'agissait bien d'un élément de l'Initiative de défense stratégique.

Le gouvernement doit expliquer, dans une déclaration non équivoque, comment il interprète les recherches en général, notamment cet immense effort conjoint sur ce chapitre, et également les notions d'essais et de développement. Le moment se prête peut-être mal maintenant pour de tels éclaircissements de la part du premier ministre, mais il faudrait certes un jour qu'il le dise. Et toujours dans cet ordre d'idées, il faut que le gouvernement prenne carrément position concernant le rétablissement de l'article sur les missiles anti-balistiques dans le NORAD. J'avais espoir qu'il le ferait aujourd'hui et j'ai été bien déçu quand j'ai vu que le ministre n'en avait soufflé mot.

Les armements anti-satellites m'inquiètent autant que la guerre de l'espace. En effet, les satellites sont nos yeux et nos oreilles et sans eux nous sommes sourds et aveugles. Le ministre a parlé du projet de satellite pour la paix ou PAXSAT qui consistera à déterminer s'il est possible, sur le plan technique, d'utiliser des satellites pour surveiller le respect d'éventuels accords sur le contrôle des armements touchant l'espace ou les forces conventionnelles en Europe. Pourquoi donc mettre au point un satellite pour la paix, si nous ne nous opposons pas de façon très ferme à la mise au point d'armes anti-satellites et ce, dès aujourd'hui et publiquement? Ainsi, j'espère que la prochaine fois qu'il en aura l'occasion, à la Chambre, le ministre nous définira mieux la position du Canada sur le sens réel de la recherche reliée à l'Initiative de défense stratégique, sur la réinsertion de l'article relatif aux armes anti-missiles balistiques et sur les armes anti-satellites. S'il affirme enfin que nous cesserons de mettre à l'essai les missiles de croisière, je serai la première à le féliciter.

• (1550)

[Français]

Le président suppléant (M. Charest): Je désire informer la Chambre qu'à cause de la déclaration ministérielle, la séance d'aujourd'hui sera prolongée de 35 minutes.

En conséquence, l'heure réservée aux initiatives parlementaires commencera à 17 h 35.

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

ON EXHORTE À SOUSCRIRE AU PROJET DE LOI C-258

M. Bill Vankoughnet (Hastings-Frontenac-Lennox et Addington): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter à la Chambre deux pétitions présentées par des habitants de ma circonscription de Hastings-Frontenac-Lennox et Addington, qui exhortent la Chambre à souscrire au projet de loi C-258, Loi sur le jour de la paix et de la bonne volonté internationales. Ce projet de loi vise à désigner désormais le lendemain de Noël, le 26 décembre, jour de la paix et de la bonne volonté internationales, ce qui démontrera au reste du monde que le Canada demeure attaché à la paix dans le monde. La première pétition vient de membres du conseil du village de Marmora; la seconde, d'habitants de la région de Denbigh.